



**A l'attention des Chefs d'Etat
Africains francophones réunis à
l'Assemblée Générale
des Nations Unies**

Le 24 septembre 2012,

**Objet : la place de la taxe sur les transactions financières et le climat dans le discours
présidentiel à l'Assemblée Générale Nations Unies**

Monsieur le Président de la République,

Les 70 organisations francophones réunies au sein du Réseau Climat & Développement - actives dans l'ouest, le nord et le centre de l'Afrique dans le domaine de la lutte contre le changement climatique - souhaitent vous interpeller sur un dossier urgent : l'affectation des recettes de la future taxe sur les transactions financières européenne au changement climatique.

En effet, depuis juin 2012, plus de 9 Etats-membres de l'Union Européenne, dont la France et l'Allemagne, se sont engagés à appliquer chacun la même taxe sur leurs transactions financières nationales. Dans le cadre de cette procédure de coopération renforcée et contraignante, les Etats vont devoir décider très rapidement de l'utilisation des recettes générées par cette future taxe. Malheureusement et malgré l'urgence climatique, la majorité d'entre eux souhaite uniquement financer leur déficit budgétaire domestique.

Pour nous, membres de la société civile, ce revirement est inacceptable. La taxe doit impérativement contribuer à financer les actions du Fonds Vert de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables.

En effet, le déficit structurel de financements internationaux freine l'adaptation de nos communautés et de l'économie nationale de nos pays aux impacts présents et futurs du changement climatique. La fin annoncée des financements « précoces » pour le climat en cette année 2012 - et sans nouvel engagement prévu avant 2020 - provoque un vide inquiétant nos pays, les moins avancés. Et si depuis 2009, l'accord de Copenhague engage les pays développés à mobiliser 100 milliards US\$ par an d'ici 2020, les pays développés ne sont pas prononcés sur comment, où et quand mobiliser de telles sommes. Dans ce contexte, le Fonds Vert créé au sommet de Cancun fin 2010 risque de rester une coquille vide indéfiniment.

Malgré la crise financière et économique mondiale, il va falloir mobiliser des financements publics coût que coût, en dégagant de nouvelles recettes. C'est tout l'enjeu de la taxe sur les transactions financières européennes qui générera des recettes publiques, additionnelles et nouvelles et qui depuis toujours, est présentée comme un financement innovant pour préserver les biens publics mondiaux comme la santé et l'environnement. Les Etats européens ne peuvent plus remettre à demain les engagements financiers pris pour lutter

contre le changement climatique dans nos pays. C'est bien aujourd'hui que nous avons besoin de financements nouveaux, additionnels, prévisibles et pérennes pour faire face aux besoins urgents d'adaptation et lancer les investissements nécessaires en matière d'énergies renouvelables et accessibles à tous.

Messieurs et Mesdames, Ministres et Chefs d'Etat, vous serez amenés à prononcer un discours de haute importance devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, cette semaine. Par cette lettre, nous vous appelons à saisir cette opportunité politique et médiatique pour partager cette préoccupation qui concerne l'ensemble de l'Afrique et ses communautés locales qui souffrent chaque jour des impacts des pluies imprévisibles, des inondations violentes, des sécheresses anormales et de l'avancée de la mer.

L'heure presse, sans cri du cœur des Chefs d'Etat africains et de la société civile, le destin de la taxe sur les transactions financières européenne sera bientôt scellé, au détriment du climat et du développement.

Nous vous remercions d'avance de votre mobilisation sur ce dossier brûlant, et vous prions de recevoir, Messieurs et Mesdames, l'expression de notre plus haute considération.

Le Réseau Climat & Développement